

56^e session de la Commission sur la condition de la femme

ONU – New York, 1er mars 2012

Réaction de la délégation canadienne au rapport de la ministre

Des représentantes du mouvement syndical pancanadien sont rassemblées à New York à l'occasion de la 56^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies. Le thème cette année porte sur l'autonomisation des femmes vivant en régions rurales, et nous sommes ici afin que les gouvernements reconnaissent l'importance des services publics, de l'accès à un travail décent et à la gamme complète en matière d'éducation pour toutes les femmes, y compris les femmes autochtones.

Nous sommes très insatisfaites de la déclaration énoncée le 29 février par la ministre responsable de la Condition féminine, l'Honorable Rona Ambrose, lors de la séance plénière de la Commission. En effet, aucune mention du rôle du gouvernement dans le développement de politiques et des programmes susceptibles de promouvoir l'autonomisation des femmes vivant en régions rurales.

Aucune mention du rôle des services publics qui sont essentiels pour assurer la pleine égalité et la pleine participation des femmes dans la société, comme par exemple le transport public, les services de santé, l'accès à l'eau potable, à un logement abordable et à l'éducation de qualité.

Aucune référence à l'importance d'assurer aux femmes un accès à un travail décent, y compris à l'équité salariale, à la protection de la santé et de la sécurité au travail et à des services de garde d'enfants.

Aucune référence à un plan d'action contre la violence faite aux femmes autochtones, ni de mesure susceptibles de mettre fin à la pauvreté et à la crise dans le système d'éducation et de logement sur réserve.

Aucune référence au rôle des femmes dans l'élaboration des politiques publiques pour le développement local, régional et national.

Alors que le gouvernement du Canada s'apprête à adopter le budget 2012, le Canada ne fait aucune mention de l'importance de tenir compte de l'impact sur les femmes des politiques budgétaires, malgré maintes promesses à cet effet.

Face à de telles lacunes, nous tenons à réitérer que nous sommes :

- Pour le maintien des services publics
- Pour des services de garde publics et sans but lucratif, de qualité et accessibles aux femmes vivant en régions rurales
- Pour l'envoi des données du registre des armes à feu aux provinces et territoires
- Pour le respect des droits des femmes autochtones
- Pour l'application des normes prévues dans le "travail décent" et son application aux femmes œuvrant dans le domaine rural
- Pour l'adoption d'un budget fédéral qui tient compte de l'impact sur les femmes

Nous demandons au gouvernement fédéral de réviser ses politiques actuelles, et de prendre les mesures nécessaires afin de réellement respecter et promouvoir les droits des femmes, et en particulier des femmes vivant en régions rurales, comme il s'est engagé à le faire dans la plate-forme d'action de Beijing en 1995.